

AMNESTY INTERNATIONAL

DÉCLARATION PUBLIQUE

Index AI : EUR 55/002/2013

AILRC-FR

22 janvier 2013

Amnesty International met un terme à sa collaboration avec Eynoulla Fatoullaïev

Amnesty International annonce qu'elle a décidé de cesser toute collaboration avec l'ancien prisonnier d'opinion et journaliste azerbaïdjanais Eynoulla Fatoullaïev, celui-ci ayant dissimulé la véritable source de financement d'un projet pour lequel il avait sollicité la participation de l'organisation.

Amnesty International a fait campagne pour la libération d'Eynoulla Fatoullaïev pendant quatre ans, après qu'il eut été emprisonné pour diffamation en 2007. Son cas illustre une offensive à long terme du gouvernement d'Azerbaïdjan contre les journalistes, les blogueurs et les militants critiques envers les autorités. Cette offensive se poursuit actuellement.

En décembre 2012, Eynoulla Fatoullaïev a invité plusieurs experts des droits humains, y compris un porte-parole d'Amnesty International, à prendre part à un projet de recherche sur les violations des droits humains en Allemagne, en indiquant que le projet était financé par le Fonds de la mer Noire du German Marshall Fund.

Il a demandé aux experts de se joindre à un voyage tous frais payés à Bruxelles pour prendre la parole lors du lancement de son rapport.

Amnesty International a estimé qu'il était peu probable que le Fonds de la mer Noire soit disposé à dépenser des dizaines de milliers d'euros pour un projet sur l'Allemagne, alors qu'il avait été créé pour les pays de la mer Noire. L'organisation a donc refusé d'envoyer un intervenant à la manifestation de Bruxelles et a par ailleurs contacté le Fonds.

Malgré cela, Eynoulla Fatoullaïev a diffusé un ordre du jour comportant l'intervention d'un porte-parole d'Amnesty International. Il a aussi essayé d'obtenir un soutien à l'événement en affirmant qu'Amnesty International y participait.

Le Fonds de la mer Noire a confirmé depuis qu'il n'avait aucune implication dans ce projet. Malgré des demandes répétées, Eynoulla Fatoullaïev a refusé de divulguer la véritable source de son financement. Dans ce contexte, Amnesty International a décidé de cesser toute collaboration avec Eynoulla Fatoullaïev et son organisation, l'Union publique azerbaïdjanaise pour les droits humains. De ce fait, il convient d'ignorer toute déclaration de M. Fatoullaïev laissant penser qu'Amnesty International est une organisation partenaire de ses activités ou soutient ces dernières.

Eynoulla Fatoullaïev a depuis publié un communiqué dans lequel il affirme qu'Amnesty International est opposée à son projet de critique de l'Allemagne en matière de situation des droits humains. Cette affirmation est une contre-vérité. Amnesty International a déjà produit un certain nombre de rapports consacrés aux atteintes aux droits humains en Allemagne. Amnesty International soutient d'autre part les critiques qui avaient été formulées envers ce pays par le représentant de son bureau allemand lors d'une interview accordée à l'organisation de M. Fatoullaïev.

Bien qu'Amnesty International estime que M. Fatoullaïev fasse erreur en tentant de mettre sur un pied d'égalité les violations des droits humains commises en Allemagne et celles commises en Azerbaïdjan, l'organisation respecte entièrement le droit qu'a cette personne d'exprimer son point de vue, que ce soit sur l'Allemagne ou sur tout autre pays.

Amnesty International considère toutefois que cette affaire est une diversion malvenue par rapport aux graves questions de droits humains en Azerbaïdjan, qui sont examinées cette semaine à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE). Mercredi, l'APCE devra se prononcer sur deux résolutions demandant au gouvernement azerbaïdjanais de mettre fin à sa politique de harcèlement, d'agressions et d'emprisonnement visant à faire taire les critiques, une politique dont Eynoulla Fatoullaïev a subi les conséquences par le passé.

Fin /